

**Accord national interprofessionnel**

**RETRAITE DES SALARIÉS NON-CADRES**

**(Accord du 8 décembre 1961)**

**(15 mars 1988)**

*(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)*

*(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,*

*Journal officiel du 30 juin 1988)*

**AVENANT DU 19 OCTOBRE 2007**  
**PORTANT MODIFICATION DE DÉLIBÉRATIONS**

**NOR : ASET0850206M**

**DÉLIBÉRATION 20 B**

L'intitulé est désormais le suivant :

« Dirigeants d'entreprises défaillantes : exception à la clause de sauvegarde liée au précompte. »

Le 1<sup>er</sup> alinéa est modifié comme suit :

« Pour l'application du § 3 de l'article 21 de l'annexe A à l'accord, la commission paritaire précise que les dirigeants d'entreprises défaillantes, dont les services exercés dans les entreprises qu'ils dirigent ne peuvent être validés sur seule justification du précompte, sont les personnes remplissant l'une des fonctions énumérées ci-après : ».

Le reste de la délibération est sans changement.

**DÉLIBÉRATION 21 B**

Le titre I<sup>er</sup>, relatif à l'ouverture et au montant des droits, est modifié comme suit :

Les 4 premiers alinéas sont inchangés.

Le 5<sup>e</sup> paragraphe est désormais libellé comme suit :

« Les ayants droit (veuve ou veuf) perçoivent une allocation de réversion quel que soit leur âge :

- s'ils sont invalides (au sens défini par la commission paritaire) ;
- ou s'ils avaient au moins 2 enfants à charge (au sens défini par ladite commission) à la date du décès de leur conjoint. »

Le reste de la délibération est sans changement.

## DÉLIBÉRATION 22 B

Le chapitre VIII, relatif aux salariés concernés par l'article L. 241-3-1 du code de la sécurité sociale, est modifié comme suit :

Le 1<sup>er</sup> alinéa est inchangé.

Il est inséré entre le 1<sup>er</sup> alinéa et le 2<sup>e</sup> alinéa le paragraphe suivant :

« Les cotisations AGFF sont dues sur l'assiette des cotisations de retraite complémentaire en application de la décision prise par la commission paritaire à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2006. »

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas, qui deviennent les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas, sont inchangés.

Le chapitre XV est modifié comme suit :

L'intitulé est désormais le suivant :

« Bénéficiaires d'un congé de reclassement ou d'un congé de mobilité. »

Les 2 premiers alinéas sont désormais libellés comme suit :

« Les bénéficiaires d'un congé de reclassement, visé à l'article L. 321-4-3 du code du travail, ou d'un congé de mobilité, visé à l'article L. 320-2-1 dudit code, qui, lorsqu'ils accèdent à ce congé, participent au régime institué par l'accord du 8 décembre 1961, peuvent obtenir des points dans le cadre de la présente délibération moyennant le versement de cotisations. Cela vaut pour la durée du congé qui excède celle du préavis et dans la limite des 9 premiers mois de ce congé.

La décision d'utiliser la faculté offerte à l'alinéa précédent doit être prise par accord au sein de l'entreprise. Elle s'impose alors à tous les salariés concernés par l'un des congés susvisés. »

Le reste est sans changement.

Fait à Paris, le 19 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

MEDEF ;

CGPME ;

UPA.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CFTC ;  
CGT-FO  
CGT.